
La face obscure de la lune

Description

Une exposition et un livre consacrés à l'histoire du totalitarisme en Slovénie.

Aussitôt après l'indépendance en 1991, les intellectuels slovènes éprouvaient un certain désarroi. En effet, la nation slovène s'était formée toute entière autour de son intelligentsia qui a fini de ce fait par se sentir une responsabilité profonde envers son peuple. Avec la création de l'Etat slovène le 25 juin 1991, cette charge à la fois lourde et prestigieuse semblait désormais incomber aux représentants politiques élus. On avait l'impression que les poètes, les écrivains, les philosophes pourraient se consacrer aux questions d'ordre littéraire, esthétique etc. En fait, ce répit fut de courte durée.



Pour ce qui est du développement économique, la Slovénie occupe la première place parmi les pays candidats à l'intégration dans l'Union Européenne et son PIB avoisine celui de certains états membres. La vie politique, hélas ! ne peut pas s'enorgueillir des mêmes résultats. Après les élections parlementaires en novembre 1997, où « les partis du printemps » et les ex-communistes avaient obtenu chacun 45 voix, le pays est dirigé par un gouvernement de coalition formée de démocrates libéraux (ex-communistes, représentés par le président et le premier ministre) et le parti populaire (l'un des « partis du printemps »). Malgré la démocratisation, il subsiste une certaine continuité avec la régime d'avant l'indépendance. Elle est manifeste notamment dans les médias et dans certaines institutions où les mentalités évoluent lentement. Le passé proche et tragique, complètement gauchi par l'historiographie communiste et utilisé à des fins de propagande pendant cinquante ans reste en grande partie ignoré par la population et son approche continue à diviser la société slovène. L'exposition La face obscure de la lune, qui s'est tenue à Ljubljana en décembre et en janvier, devait corriger cette vision déformée.

Une exposition alternative

C'est le écrivain célèbre Drago Janèar qui est avec les historiens Vasko Simonitti et Janez Suhadolc l'instigateur de l'exposition. Il ont réuni autour du projet un grand nombre d'écrivains, de journalistes, de chercheurs, bref, d'esprits indépendants. Ils ont rassemblé un grand nombre de textes et de documents afin de montrer au public « la face obscure de l'histoire slovène », face ignorée par l'exposition permanente consacrée aux années après 1945 à l'Institut d'histoire contemporaine. L'Institut a bien voulu concéder un espace à cette manifestation. Et le lieu, habituellement fréquenté par des groupes d'écoliers avec leurs institutrices a connu durant ces deux mois une affluence considérable. L'exposition n'apporte que peu de nouvelles découvertes sensationnelles. Bien des Slovènes se souviennent de ces années de terreur, ils n'ont pas oublié leurs morts, même si le pouvoir en place n'a toujours pas eu le courage de délivrer des feuilles de décès aux proches des massacres après mai 1945, même si dans les livres d'histoire les opposants au régime sont bien souvent encore identifiés aux traîtres de la nation. Janèar voulait qu'en ce qui concerne mai 1945 l'on « voie à côté de la joie dans les rues de Ljubljana également le camp de Teharje, les gouffres de Rog (lieux où eurent lieu des exécutions sommaires de 12 000 personnes), à côté des statues de Kardelj, de Tito... les condamnés au « procès de Dachau » (procès intenté en 1948 contre les anciens déportés accusés d'avoir collaboré avec la Gestapo)... à côté des courses de relais (pour la fête de Tito) et des parades également les journaux et les revues interdits « .

Le doux communisme à la yougoslave

En fait, il me semble que le but de l'exposition est la lutte contre la fausse image, depuis longtemps accréditée à l'étranger et maintenue dans une grande partie de la Yougoslavie, et surtout en Slovénie, du communisme yougoslave

foncièrement différenciant. Ce crédit dont bénéficiait le communisme titiste a des causes multiples : la rupture avec Staline en 1948 a sans doute beaucoup fait pour donner à Tito une aura de presque démocrate. Les articles du livre montrent bien qu'il y avait rupture avec un personnage et un pays, mais pas de rupture ni dans les méthodes ni surtout dans l'esprit du communisme. Pendant que les Yougoslaves pouvaient se rendre en masse à l'étranger afin de renflouer les caisses vides d'une économie totalitaire, l'endoctrinement dans les écoles de Ljubljana ressemblait à celui de Moscou et les organes de presse étaient tous sous étroite surveillance. Et l'historiographie restait à la botte du pouvoir même pas dans les années 80 où certaines œuvres d'émigrés politiques commençaient à faire un peu trop de bruit. « C'est aux historiens de s'occuper de l'histoire ! » répondit l'institution à ces « amateurs » qui essayaient de soulever un peu la chape.

Un catalogue de totalitarisme

Le livre de 850 pages qui accompagne l'exposition contient à côté des documents les plus parlants une série d'articles qui analysent les divers aspects qu'ont revêtus les violations des droits de l'homme en Slovénie. On a d'ailleurs pu lire récemment dans un article d'Alenka Puhar quel était l'état d'esprit du pouvoir à l'égard de ces droits : avant de s'être abstenus lors du vote de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 à New-York, les communistes yougoslaves avaient préparé un projet d'amendement qui autoriserait les états à légaliser les camps de concentration! Après l'introduction de Drago Janžar, qui représente une synthèse du totalitarisme slovène, divers auteurs, dont certains avaient connu la prison durant ces années de totalitarisme, étudient les grands massacres collectifs en été 1945, les confiscations, les procès montés contre les ecclésiastiques, etc. Dans le chapitre consacré aux prisons, nous retrouvons une étude sur les prisonniers politiques en Slovénie après 1945 ainsi que sur le tristement fameux Goli otok, variante adriatique du goulag. Dans le chapitre suivant sont évoqués les membres du TIGR, ces résistants d'avant l'heure dans la partie de la Slovénie attribuée à l'Italie en 1918 et dont l'esprit de liberté ne pouvait que déplaire aux communistes slovènes. Le journaliste V. Blažič montre ce qu'étaient « les années de plomb », c'est à dire les années 70 qui marquaient un essai de reprise en main de toute la société. Le poète N. Grafenauer donne sa version de « l'affaire 57 » : en 1987 le n° 57 de la Nova revija qu'il dirigeait publiait les « Contributions au programme national slovène ». Il montre comment « la fraction libérale du Parti a trouvé au bon moment sa manière de survivre dans le cadre national ».

Comme partout, l'école était l'un des outils les plus efficaces d'endoctrinement. De nombreux documents illustrent la surveillance idéologique des enseignants, les dénonciations mutuelles instituées entre étudiants et professeurs, les exclusions, les critères de choix qui présidaient à la nomination des professeurs d'université, etc. Le traitement réservé à l'Eglise n'a pas besoin d'être souligné : il était le même sous tous les régimes communistes, car l'Eglise représentait la seule force organisée qui résistait. En ce qui concerne les Slovènes en dehors des frontières, nous nous trouvons en face des deux groupes : les émigrés politiques, obligés de fuir en 1945, et les Slovènes « de l'autre côté des frontières », c'est à dire ceux de Trieste et de la Carinthie autrichienne. L'émigration politique de 1945, dont une partie avait trouvé refuge en Argentine, était un secret si bien gardé en Slovénie que la plupart des Slovènes n'avaient « découvert » qu'après l'indépendance en 1991 qu'il existait une véritable culture slovène en Argentine. L'une des études essaye également d'analyser, à l'aide des documents d'archives, la façon dont les organes de l'Etat surveillaient et noyautaient les différentes organisations d'émigrés, aussi bien politiques qu'économiques. Il apparaît ainsi que dans les années 80, c'est à dire après la mort de Tito, le Parti a décidé de renforcer cette surveillance sur « l'ennemi d'extérieur et d'intérieur ». Quant aux Slovènes d'Autriche et d'Italie, on les divisait en favorisant les sympathisants du régime communiste et limitant la liberté de ceux qui n'étaient pas d'accord. Ainsi l'écrivain triestin Boris Pahor fut interdit de séjour en Slovénie dans les années 70.

Dans le domaine de la littérature et de l'art, le communisme slovène n'a rien à envier à la même idéologie ailleurs, malgré une apparente liberté formelle. La littérature était particulièrement visée, étant donné le prestige dont elle bénéficiait depuis toujours. Non seulement Edvard Kocbek, l'un des plus grands esprits slovènes du siècle, fut interdit de publication, mais la censure et l'autocensure s'exerçaient partout de façon subtile, certes, mais non moins énergique. Les auteurs consacrent une dernière partie aux interrogations apparues durant la préparation de l'exposition. Drago Janžar rappelle que dans la plupart des pays ex-communistes il existe des instituts chargés d'étudier cette époque. Tel n'est pas le cas de la Slovénie. Cette première exposition et le recueil, qui montrent une toute petite partie de l'iceberg totalitaire, doivent servir de « provocation culturelle et devenir objet de réflexion « dans une société » qui n'est pas

capable de réfléchir la face obscure de sa propre histoire ». Car en Slovénie » la ligne de partage entre le totalitarisme et la démocratie n'est pas claire, elle reste floue dans les esprits ».

Œuvre de portée humaniste

Pendant deux mois qu'a duré l'exposition, les Slovènes l'ont plébiscitée avec leurs pieds. Comme on peut l'imaginer, elle a soulevé bon nombre d'échos dans la presse. Le malaise de certains historiens professionnels est évident. Il reprochent à l'exposition de n'apporter rien de nouveau, mais passent sous silence bien des aspects, comme par exemple la preuve que la répression touchait également les régions où il n'y avait pas eu de collaboration organisée, donnée en général comme cause de la répression. Ils invoquent » les circonstances historiques », l'œuvre néfaste des » partis bourgeois » (c'est à dire tous les partis en dehors d'une poignée de communistes) et reprochent à l'exposition » l'anticommunisme postcommuniste « . Pourquoi pas » primaire » ? On reproche à ces » amateurs » d'avoir montré des destins tragiques, des vies brisées. et non d'avoir fait œuvre d'historiens véritables. De nombreux Slovènes connus et surtout anonymes qui avaient souffert y ont trouvé une manière tardive de réhabilitation pour eux et pour leurs proches. L'avantage de ces « amateurs » est justement de nous rappeler que l'histoire concerne d'abord un ensemble des destins individuels et non une abstraction quelconque.

Vignette : Camp de Teharje en 1943 (wikimedia : domaine public)

* Antonia BERNARD est spécialiste de la langue et de la culture slovène.



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/04/1999

Champs de Méta

Auteur-article : Antonia BERNARD*